



**MAIRIE de DOMONT**  
47 rue de la Mairie  
95330 DOMONT

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**Marché n°MP24001**

### **TRAVAUX DE RENOVATION THERMIQUE DU GROUPE SCOLAIRE DU TROU NORMAND A DOMONT**

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :**

**21 MAI 2024 A 16H00**

---

## TABLE DES MATIERES

Article 1 – Objet de LA CONSULTATION .....	3
▪ Objet du marché.....	3
▪ Mode de passation .....	3
▪ Type et forme de contrat.....	3
▪ Décomposition en lot ou tranche .....	3
▪ Nomenclatures .....	3
ARTICLE 2 - Conditions de la consultation .....	4
▪ Délai de validité des offres .....	4
▪ Forme juridique du groupement .....	4
▪ Variantes.....	4
▪ Développement durable.....	4
▪ Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
▪ Visites sur site.....	4
Article 3 – INTERVENANTS.....	5
ARTICLE 4 - Conditions relatives au contrat .....	5
▪ Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
▪ Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
ARTICLE 5 - Contenu du dossier de consultation.....	6
ARTICLE 6 - Présentation des candidatures et des offres .....	7
ARTICLE 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
ARTICLE 8 - Examen des candidatures et des offres .....	9
▪ Sélection des candidatures.....	9
▪ Attribution des marchés.....	10
▪ Traitement des erreurs matérielles.....	10
▪ Suite à donner à la consultation .....	11
▪ Documents à fournir par l'attributaire pressenti.....	11
ARTICLE 9 - Renseignements complémentaires.....	11
▪ Adresses supplémentaires et points de contact .....	11
▪ Procédures de recours .....	11

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

### ▪ Objet du marché

La présente consultation concerne :

*Travaux de rénovation thermique du Groupe scolaire du Trou Normand à Domont*

### Lieu(x) d'exécution :

Groupe scolaire du Trou Normand – 75 rue André Nouet - 95330 DOMONT

### ▪ Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### ▪ Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### ▪ Décomposition en lot ou tranche

Le marché est divisé en 6 lots :

Lot 1 - Isolation des façades  
Lot 2 - Couverture – Étanchéité  
Lot 3 - Menuiseries extérieures  
Lot 4 - Plâtrerie - Peinture  
Lot 5 - CVC  
Lot 6 - Électricité – Éclairage

Les candidats ont la possibilité de soumissionner à un ou plusieurs lots.  
Les candidats répondant à plusieurs lots présenteront une offre par lot.

### ▪ Nomenclatures

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

### Objet principal de l'opération :

Code principal	Description
45453000-7	Travaux de remise en état et de remise à neuf

### Objet par lot :

Lots	Code principal	Code supplémentaire
1	45321000-3 : Travaux d'isolation thermique	
2	45261410-1 : Travaux d'isolation de toiture	45261420-4 : Travaux d'étanchéification 45261213-0 : Travaux de couverture métallique 45261214-7 : Travaux de couverture en bardeaux bitumés
3	45421000-4 : Travaux de menuiserie	
4	45410000-4 : Travaux de plâtrerie	45442100-8 : Travaux de peinture 45421146-9 : Mise en place de plafonds suspendus
5	45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation	
6	45310000-3 : Travaux d'équipement électrique	45311000-0 : Travaux de câblage et d'installations électriques 45311200-2 : Travaux d'installations électriques

## ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### ▪ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### ▪ Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### ▪ Variantes

Non autorisées.

### ▪ Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

### ▪ Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

### ▪ Visites sur site

Dans le cadre de l'étude du dossier par les candidats, **une visite sur site est obligatoire.**

Une attestation de visite l'attestant devra être remplie et signée par la personne effectuant la visite.

L'attestation de visite-volet 1 sera à garder par le candidat et à joindre à l'appui de son offre.

La visite sera réalisée avec un représentant du pouvoir adjudicateur durant la période de consultation, les :

**24 avril 2024 à 9H30 - 30 avril 2024 à 9H30 – 6 mai 2024 à 9H30**

Pour obtenir un rendez-vous, merci de contacter le Centre technique municipal :

Téléphone : 01.34.39.15.26 - 01.34.39.15.20

Mail : techniques@domont.fr

**Aucune visite ne pourra être effectuée en dehors des trois dates précitées.**

### **ARTICLE 3 – INTERVENANTS**

▪ Nom de l'organisme :

MAIRIE de DOMONT  
47 rue de la Mairie  
95330 DOMONT

▪ Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :

Monsieur Frédéric Bourdin, Maire de Domont et ses délégataires

▪ Ordonnateur :

M. Frédéric BOURDIN assurant la fonction de MAIRE DE DOMONT et ses délégataires

▪ Comptable assignataire des paiements :

Trésor public de Montmorency  
11 rue des Moulins  
95160 Montmorency

▪ AMO :

Dovidio Consult  
14 rue des Rosiers  
95290 L'Isle Adam

▪ Maître d'œuvre :

Groupeement d'entreprise INGEMETRIE / AD 3E / STEPHANIE D'ANNA EI

Mandataire du groupeement : INGEMETRIE

Siège social :  
220 boulevard de la Paix  
13640 LA ROQUE D'ANTHERON

▪ SPS (catégorie 2 - missions complètes de conception, et réalisation) :

Strela  
99, rue de Charenton  
75012 PARIS

▪ CTO (mission L / LE, SEI, Hand du RICT) :

JPS Contrôle  
Paris Ouest  
52, rue du Capitaine Guynemer  
92400 COURBEVOIE

### **ARTICLE 4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT**

▪ Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

▪ **Modalités essentielles de financement et de paiement**

Financement par le budget communal (ressources propres du Pouvoir Adjudicateur) et par des subventions.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

**ARTICLE 5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots (lot 0)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot
- L'annexe 1 au CCTP « Cahier des limites de prestations »
- L'annexe 2 au CCTP « Liste des Matériaux et produits »
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) de chaque lot
- Les plans de l'existant
- Les pièces graphiques :
  - Sommaire
  - Plans généraux
  - Carnets de détails
  - Plans lots techniques
- Le PGCSPPS
- le RICT
- le Dossier Technique Amiante du GS du Trou normand
- l'audit amiante
- le Diagnostic Amiante Avant Travaux (DAAT)
- l'Audit énergétique du GS du Trou normand
- La notice thermique du GS du Trou normand
- Planning prévisionnel
- L'attestation de visite
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4
- Les modèles pour présenter les pièces de candidature relatives aux déclarations concernant les chiffres d'affaires, les effectifs et les références de fournitures/services/travaux.

Les Documents de la Consultation (DC) peuvent être consultés et téléchargés gratuitement uniquement à l'adresse suivante : **<https://marches.maximilien.fr>**

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

**Modification de détail du DCE :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard le 14/05/2024

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Toute offre basée sur des versions caduques des documents de la consultation sera considérée comme irrégulière.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ❖ **Pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
<b>Formulaire DC1 dûment complété ou équivalent :</b> Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants. Dont : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat ou les membres du groupement n'entre(nt) dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics, mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 puis L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, mentionnée aux articles L. 5212- 1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
<b>Formulaire DC2 dûment complété ou équivalent :</b> Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement <b>Déclaration concernant le chiffre d'affaires</b> global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
<b>Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années,</b> appuyée d' <b>attestations de bonne exécution</b> pour les plus importants (montant, date, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
<b>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique</b> dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public
<b>Déclaration indiquant les effectifs</b> moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
<b>Des certificats de qualification professionnelle</b> établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres
<b>➔ pour le lot 3 « Menuiseries extérieures » : il est demandé de fournir l'attestation de la qualification SS4, pour pouvoir intervenir en présence d'amiante sans retrait <sup>1</sup></b>

<sup>1</sup> A noter que les prélèvements n'ont pas pu être réalisés sur les huisseries dans le cadre du DAAT faute d'accès. S'il s'avère lors des diagnostics complémentaires qu'il y a besoin de réaliser un retrait du fait de la présence d'amiante dans le scellement des bâtis, un marché spécifique pour désamiantage serait lancé pour la dépose des huisseries concernées.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

❖ **Pièces de l'offre :**

Libellés
<b>L'acte d'engagement (AE) du lot concerné et ses annexes</b>
<b>La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) du lot concerné</b> ♦ <i>Merci de fournir la DPGF en fichier Excel ou équivalent, en plus du format type PDF</i>
<b>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du lot concerné, détaillant les éléments suivants :</b> - Méthodologie de réalisation des travaux en site occupé (Mode opératoire, détails de mise en œuvre, santé et sécurité) - Planning détaillé des travaux avec les effectifs par phase ( <u>ce planning devra s'intégrer dans le planning général fourni dans la consultation</u> ) - Qualité des matériaux et produits proposés par le candidat pour la mise en œuvre de l'opération - Moyens humains et matériels affectés au marché - Environnement et traitement des déchets pendant l'exécution du marché
<b>L'annexe 2 au CCTP « Liste des matériaux et produits » renseignée sur le lot concerné, accompagné des fiches techniques des matériaux et produits-proposés par le candidat</b>
<b>L'attestation de visite remplie et signée par le candidat</b>



*1/ Les candidats doivent obligatoirement utiliser l'annexe 2 au CCTP « Liste des matériaux et produits », jointe dans le DCE.*

*2/La visite du site étant OBLIGATOIRE, l'attestation de visite manquante ou vierge rendra l'offre du candidat irrégulière.*

**NOTA :**

- L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.
- Il n'est pas nécessaire de renvoyer les Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît qu'il a pris connaissance de l'ensemble des Documents de la Consultation et qu'il en accepte sans réserve le contenu.



## **ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### Transmission électronique :

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront obligatoirement transmettre leurs propositions de manière électronique. Tout pli réceptionné sous forme papier sera automatiquement déclaré comme irrégulier.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : **<https://marches.maximilien.fr>**

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **ARTICLE 8 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **▪ Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Conformément à l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'opérer la vérification des candidatures à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

▪ Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, pour tous les lots :

Critères	Pondération
<b>1-Valeur technique</b>	<b>60 %</b>
<b>Sous-critère 1</b> : Méthodologie de réalisation des travaux en site occupé (Mode opératoire, détails de mise en œuvre, santé et sécurité)	12 points
<b>Sous-critère 2</b> : Planning détaillé des travaux avec les effectifs par phase (planning devant s'intégrer dans le planning général fourni dans la consultation)	16 points
<b>Sous-critère 3</b> : Qualité des matériaux et produits proposés par le candidat pour la mise en œuvre de l'opération	16 points
<b>Sous-critère 4</b> : Moyens humains et matériels affectés au marché	8 points
<b>Sous-critère 5</b> : Environnement et traitement des déchets pendant l'exécution du marché	8 points
<b>2- Prix des prestations</b>	<b>40 %</b>

Notation :

➤ Valeur technique :

Chaque sous critère sera évalué selon la méthode de notation suivante : Pondération de la notation :

- Indications précises et pertinentes = 100% des points
- Indications intéressantes = 75% des points
- Indications générales, adaptées mais peu détaillées = 50% des points
- Indications sommaires et peu adaptées = 25% des points
- Indications non adaptées ou sans indication = 0% des points

➤ Prix des prestations

Les offres financières seront jugées selon la formule suivante :

(Nombre de points maximum du critère prix) x (offre du moins disant / offre du candidat)

▪ Traitement des erreurs matérielles

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant indiqué dans l'acte d'engagement et le montant porté dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), le MONTANT TOTAL HORS TAXE dans l'acte d'engagement prévaudra sur toute autre indication de l'offre.

Si le montant total HT indiqué dans l'acte d'engagement et dans la DPGF sont concordants, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient relevées dans la décomposition du prix global forfaitaire, ne seront pas rectifiées pour le jugement des prix. Ce dernier sera effectué sur le montant total hors taxe de l'acte d'engagement.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera avisé des erreurs commises et invité à rectifier sa Décomposition du Prix Global Forfaitaire pour :

- dans le premier cas, la mettre en cohérence avec le prix global et forfaitaire de l'acte d'engagement
- dans le deuxième cas, qu'elle ne contienne plus d'erreur de calcul tout en maintenant le montant total HT identique.

Si le candidat refuse de maintenir son prix de l'acte d'engagement, son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### ▪ Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 meilleurs candidats sélectionnés suivant les critères d'attribution. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

#### ▪ Documents à fournir par l'attributaire pressenti

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

### **ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

#### ▪ Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, **les candidats transmettent, au plus tard le 10/05/2024, leur demande par écrit impérativement par l'intermédiaire du profil d'acheteur** du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.maximilien.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, au plus tard le 14/05/2024.

La réponse apportée pouvant impliquer une modification des Documents de la Consultation, les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Toute offre basée sur des versions caduques des documents sera considérée comme irrégulière.

#### ▪ Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Cergy Pontoise  
2-4 boulevard de l'Hautil  
BP 30322  
95027 Cergy-Pontoise Cedex  
Tél : 01.30.17.34.00

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.